

Photo. Une présence militaire humiliante, inconvenante et archaïque.

La signature du nouvel accord de défense, ou accord de partenariat militaire selon une nouvelle nomenclature plus « politiquement correcte », liant le Mali à la puissance impérialiste française, et prévu pour le 16 juillet 2014, marque une nouvelle étape de la remilitarisation de l'Afrique par la France.

Prise pour ce qu'elle est, cette remilitarisation n'est qu'un des aspects de la remise au pas des anciens enclos coloniaux par les puissances occidentales. Tout s'imbriquant pour former un tout cohérent, il est important de souligner le caractère protéiforme de ce que certains, de façon générique, appellent le néocolonialisme, et qui n'est en définitive qu'une des déclinaisons de l'impérialisme économique.

On ne peut comprendre et analyser sereinement le militarisme français en Afrique, le Mali étant loin d'être un cas isolé, si on ne le replace pas dans le cadre de dynamiques économiques plus larges, liées à la fin d'un monde occidendo-centré économiquement lesté d'économies vacillantes, « *challengé* » par l'émergence de forces concurrentes et menaçantes que sont notamment les BRICS.

Le lancement par ces derniers, lors du sommet de Fortaleza, d'une banque de développement disposant de fonds de réserve d'urgence et appelé à concurrencer le FMI, en est la manifestation récente la plus spectaculaire.

L'économie est la finalité du militaire, le parasitisme occidental l'a toujours démontré, mais il ne peut prospérer sans lui. La force s'inscrit intimement dans les rapports existants entre le monde occidental et l'Afrique. Saupoudrée de duperie et de promesses utopiques de développement, nous retrouvons avec une mondialisation unilatérale s'imposant de façon sourde et quasi-invisible aux masses africaines, dans ses cadres financiers, économiques ou culturels.

La décision prise par la CEDEAO, se constituant en une nouvelle occasion féal de ses maîtres occidentaux, de ratifier le 10 juillet dernier, l'Accord de Partenariat Économique, L'APE, en est un exemple flagrant. L'APE, chapelet de mesures libérales étranglant les économies africaines, couronne l'ouverture des marchés des pays-membres de la CEDEAO aux pays membres de l'UE, à hauteur de 70% sur 20 ans.

Elle débouchera sans coup férir sur une perte significative de revenus, causée par une baisse des rentrées fiscales, la destruction d'un tissu industriel encore embryonnaire entraînée par la concurrence avec les produits européens, et mécaniquement, par une augmentation de la pauvreté.

Le déséquilibre et le maintien de relations de soumission évidents, pérennisés par des clauses telles que celle de « *la nation la plus favorisée* » ou de la clause dite « *de rendez--vous* », parties intégrantes de l'APE, s'opposent aux déclarations hypocrites de l'UE plaidant pour le développement ou la lutte contre la misère.

Lorsque les pressions économiques ne suffisent pas, se fait entendre le bruit des bottes et du canon. Ainsi, par le biais de la dialectique de la guerre contre le terrorisme (dont il convient, à chaque fois qu'il est possible, de rappeler le caractère inepte et trompeur) adossée à celle, non moins inepte, de protection de populations civiles, est venu s'agréger brusquement le cadre militaro-sécuritaire, aux

problématiques auxquelles devait faire face les pays du bloc sahélien dont fait partie l'État-failli malien.

Sur l'enchaînement de faits plus ou moins prévisibles, mais tous dramatiques, ayant contraints les responsables politiques locaux à brader aussi ouvertement une partie de leur souveraineté et l'exercice de prérogatives régaliennes (le monopole de la violence et la défense du territoire et des citoyens), nous ferons volontairement l'impasse.

Cependant, on ne passera pas sous silence l'importance décisive de l'agression impérialiste de l'Otan en Libye, initiée par la France de Nicolas Sarkozy, dans la dégradation de la situation sécuritaire du Mali. Dégradation causée donc par le pompier-pyromane qui se propose aujourd'hui d'éteindre le feu de brousse qu'il a lui-même allumé, en taillant généreusement, cela va de soi, dans l'exercice de la souveraineté malienne.

Il est utile de noter à ce point, que l'héritage de la très atlantiste droite sarkozienne a été repris sans renâcler par la gauche socialiste (du moins prétendue telle) qui préside, depuis 2012, aux destinées de la France.

En matière d'impérialisme, il n'y a qu'une voix, en dépit de l'universalisme humaniste dont se pare la diplomatie française depuis les indépendances formelles, et c'est la voix du maître...

Usant d'une rhétorique orwellienne bien rodée, et dont les responsables occidentaux raffolent (l'asservissement devenant liberté, l'imposition forcée se métamorphosant en choix libre et éclairé), la France de M. Hollande se repositionne dans une zone stratégique pour ses intérêts.

Marianne a bien compris, comme l'ensemble des impérialistes (la chute étant irréversiblement enclenchée), que le monde arbitrairement modelé par l'occident prenait fin. A l'instar du mur de Berlin, il s'apprête à rejoindre le Panthéon des curiosités de l'histoire.

Mais la France et son maître étasunien veulent rendre la phase de transition la plus longue et la plus douloureuse possible, au détriment des peuples subissant encore les affres de rapports de force déséquilibrés, résultant d'une histoire chaotique.

Zone stratégique, le Mali et plus précisément le Nord de ce dernier, est une zone-pivot permettant d'avoir un œil sur le Sahel et le Maghreb, ses trafics en tout genre, mais aussi et surtout, sur les potentialités en minerais (notamment en uranium) de la région, sans préjuger d'éventuelles futures découvertes.

Concernant les minerais, les mines d'Arlit et d'Imouraren (qui n'est pas encore exploitée), toutes deux sises au Niger, sont ainsi à portée de canon. Il ne faut pas oublier le gisement d'uranium de Faléa situé au Mali, et dont le nom ne transpire jamais dans les pseudo-analyses de médias français aussi loquace que la Grande Muette, lorsque la patrie est en danger...de banqueroute.

Les manœuvres d'Areva pour s'en assurer l'exploitation, ne peuvent pas avoir échappé au gouvernement français venu « *sauver* » les maliens du chaos.

Il faut bien garantir l'électricité aux français, et en si France il n'y a pas d'uranium, on sait comment le voler en Afrique...

Le Nord-Mali, est également une zone stratégique d'un point de vue militaire, pour le contrôle de « *l'idiot utile* » de la géopolitique occidentale post-11 septembre 2001 : le terroriste islamiste, monstre né des manipulations génético-géopolitiques des responsables de la défense et du

renseignement étasuniens. Cerise sur le gâteau, cette région se révèle être une plate-forme avantageuse pour un déploiement rapide en Afrique de l'ouest.

L'accord de défense entraîne donc la préservation de la prééminence militaire de la France au nom de la guerre sans fin contre le terrorisme. Face aux velléités souverainistes qui ne manqueront pas de se manifester dans les décennies à venir, et l'avancée de la Chine dans la conquête de ce nouvel Eldorado que se révèle être l'Afrique du XXIème, un pied-à-terre sahélien est primordial.

Voici sommairement dressés les enjeux de cette partie de poker-menteur initiée par la France et dont le sans saveur ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian (photo), est le croupier.

Demeurant fidèle à une tradition remontant aux pseudo-indépendances des enclos coloniaux, la France ne rendra publiques que les clauses « *acceptables* » de cet accord. Les citoyens et parlementaires maliens n'auront aucune visibilité sur l'étendue véritable de la mise en tutelle militaire de leur territoire qui en découlera.

Ce secret entourant les clauses de l'accord renforce le sentiment d'iniquité qui en émane et son caractère inacceptable, au regard des évolutions hautement problématiques des rapports Afrique/France en particulier, et Afrique/occident en général.

Il n'est pas surprenant que la signature de ce pacte léonin aux relents coloniaux, ait maintes fois été repoussée, en raison d'une opposition ferme d'une partie de la société civile et de la classe politique maliennes. De cinglants revers militaires subis par l'armée locale en avaient également retardé la finalisation.

On se rappellera de la bataille de Kidal en mai 2014, matérialisant la duplicité d'une France, se prétendant alliée du gouvernement malien, mais n'ayant cessé de négocier dans le dos de ce dernier avec la représentation politique des irrédentistes touaregs. Sanctuarisant de fait les zones, à l'instar de Kidal, sous contrôle du MLNA. D'aucuns souligneront le paradoxe de négociations menées en violation de la législation antiterroriste française...

L'examen attentif des tenants et aboutissants des conjonctures malienne et africaine, elles-mêmes replacées dans l'économie générale de la tectonique des plaques géopolitiques, amène à la conclusion suivante : cet accord est une clef de bras du gouvernement français imposée au fragile gouvernement malien. Le Mali est depuis le fâcheux épisode de l'intervention Serval, une sorte de protectorat où la France et ses soldats se sentent à la maison.

Ils vont se voir doter, à la suite de la ratification de l'accord dont il est ici sujet, d'une base militaire. Autant dire que les gains découlant de cet accord sont proportionnellement inversement aliénant pour l'armée malienne qu'ils se trouvent être bénéfiques pour les militaires français.

Échappant à tout contrôle des autorités locales, se retrouvant à héberger *ad vitam aeternam* des forces étrangères, les 3000 hommes de la nouvelle opération Barkhane annoncée le 13 juillet par Jean-Yves Le Drian auront toute latitude pour agir suivant la logique de préservation des seuls intérêts français. Car anticipant sur la signature de l'accord, le ministre de la défense français s'est permis de décréter unilatéralement le lancement d'une opération militaire sur la bande sahélienne, s'étendant du Sénégal/Mauritanie et passant par le Mali, le Niger, le Tchad, le Soudan pour finalement s'arrêter en Érythrée...

Au nom cette inepte guerre contre le terrorisme qui avait été avalisée sans réfléchir par le discours des dirigeants maliens, la France se retrouve avec les coudées franches dans la sous-région.

Disposer d'une infrastructure donnant à ses troupes la possibilité de se déployer dans toute l'Afrique de l'ouest est un luxe dont elle avait oublié jusqu'à la saveur.

Mais puisque les États-Unis, à travers leurs forces spéciales du JSOC (Joint Special Operations Command, en français **Commandement interarmées des opérations spéciales**. « *Branche assassins* » de l'armée, sous commandement direct du président Obama) et ses drones jouent déjà à la chasse à l'islamiste dans la région, pour quelle raison le subalterne français se refuserait une installation à demeure, après avoir sauvé le Mali de ces mêmes islamistes ?

Le diable se cachant dans les détails, cet accord est à l'évidence une condition tacite du maintien de l'équipe dirigeante aux manettes. Dans un pays où la défense et la protection des citoyens ne peuvent être, jusqu'à plus ample informé, assurées par une armée en pleine déliquescence, où une partition du territoire est adroitement attisée par « l'allié » français et qui se trouve être menacé dans sa totalité par l'hydre du terrorisme islamique, nul doute que les négociations ont été menées canon sur la tempe.

Les attermoissements du gouvernement malien, forcé de prendre en compte les dynamiques de pouvoir bamakoises ont du irriter les officiels français, qui depuis les renversements sanglants de Laurent Gbagbo et Mouammar Khadafi ont l'impression d'être revenus au bon vieux temps de la coloniale.

Le CEMP (Chef d'État-Major Personnel) de François Hollande, Benoît Pugat, sorte de vestige des administrateurs militaires coloniaux, farouche défenseur d'une politique à la papa, ainsi que le lobby des affaires, toujours très actif dans la survie de la Françafrique, se félicitent de cette diplomatie paternaliste, résolument agressive et impérialiste de la France.

Il le faut bien, car en ces temps de restructuration de l'armée, où les plus hauts gradés se plaignent de l'appauvrissement de l'institution, le coût du prépositionnement des forces militaires françaises en Afrique, estimé à plus d'un milliard d'euros, plus rentable que jamais permettra à chacun de remplir son bas de laine sur le dos tondu des africains...

Le Mali exultait encore (nous disait-on) il y a quelques mois, lorsque les troupes impérialistes venues accélérer et durcir sa mise en coupe réglée, se présentaient comme l'ultime barrière contre l'islamisme rétrograde d'illuminés en perte de repères et de passeurs de drogue. Il n'a pas fallu longtemps pour que la dure réalité se matérialise, même aux yeux des pires aveugles.

La France n'a jamais eu l'intention d'aider les maliens, les propos profondément inconvenants, pour ne pas dire insultants de François Hollande concernant une supposée dette honorée par l'armée française, ne sont qu'artifices sémantiques censés enjoliver les véritables intentions de l'ex-métropole.

Celle-ci y vient défendre ses intérêts, et a d'autant de plus raisons de le faire que les maliens en particulier et les africains en général (on le voit avec le parallélisme de l'enfumage qui s'applique à l'enclos ivoirien avec l'APE et la signature d'un partenariat de défense, dans un pays où plus de 750 prisonniers politiques croupissent encore dans les geôles ouattaristes) réagissent, mollement de surcroît, plus qu'ils n'anticipent pour agir.

Les pions ont été repositionnés en Afrique et nous ne voyons pas se dessiner de contre-mouvement à la mesure des défis proposés.

N'ayant bien souvent à l'esprit que l'aspect matériel du développement et son cortège d'illusions consuméristes à court terme, se vautrant dans le culte de la démocratie-formelle en tant que symbole-injonction de l'occident et dans celui, encore plus abject, de la non-violence absolue et permanente, ceux des africains qui peuvent influencer sur le cours des événements (il ne s'agit pas ici de stigmatiser ceux qui subissent en première ligne les conséquences de la lâcheté des responsables politiques, des décideurs économiques et autres intellectuels de cour) jouent le jeu de l'occident, tant ils tapissent de pétales de rose le chemin que ce dernier emprunte dans sa quête de vol matières premières et de ratissage des potentialités économiques continentales.

Il s'agit pourtant d'une guerre, même si elle n'ose dire son nom, qui est menée en Afrique contre les africains. Une guerre protéiforme utilisant le smart power occidental, cette hybridation entre le le hard power (la force militaire brute) et le soft power (culturel et idéologique, comme par exemple l'indécente francophonie que nous traînons comme un boulet depuis bien trop longtemps) auquel l'Afrique n'oppose rien, si ce n'est une capitulation politique et intellectuelle en règle.

A cette guerre de survie de civilisation qui lui a été imposée, les options sont peu nombreuses.

La contestation des équilibres imposés, notamment militaire est le seul horizon possible et souhaitable. La violence qui en découlera fatalement, comme moyen de réponse légitime, n'est pas de l'ordre du choix. Elle est imposée par le cadre dans lequel l'occident a décidé de faire évoluer ses relations avec les peuples africains.

Mais il va falloir des trésors de persuasion pour faire intégrer au logiciel obsolète de l'avant-garde anti-impérialiste africaine, du moins celle qui se présente ainsi, que les militaires français ou américains, ne quitteront le sol continental à une seule et unique condition : que la décision de les en faire partir coûte que coûte, n'ait été prise et mise en pratique.

On ne chasse pas un prédateur avec des bons sentiments. La puissance armée ne reconnaît pas les discours pacifistes, les envolées lyriques humanistes et encore moins les raisonnements moralisateurs. Et nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins: l'Afrique est à nouveau dans les rets des impérialistes l'ayant exploités jusqu'à aujourd'hui et qui, si elle ne réagit pas avec vigueur, l'exploiteront jusqu'à après-demain.

Ouvrant dans l'opacité d'accords secrets passés avec nos démocraties africaines, les États-Unis d'Amérique multiplient avec elles, des accords de partenariat et d'assistance militaire. Ils sont ainsi liés avec tous les pays sauf trois (dont le Zimbabwe). L'empire étasunien a procédé à plus de 400 opérations militaires directes, ou indirectes (notamment le transport de la logistique de l'armée française en Centrafrique) durant l'année 2013 sur le sol africain.

L'AFRICOM, entourée de secret et de fausses pistes, est la rationalisation et la pérennisation de la présence militaire étasunienne en Afrique, non pour aider, mais pour contrôler et freiner toute action qui irait à l'encontre des intérêts de Washington et de ses finances sur le continent. Il en va ainsi des présences française et européenne (on l'a vu) et sous une autre forme, mais toute aussi spoliatrice, de la présence chinoise.

L'Afrique est l'enjeu de lutte d'influences qui sont appelées à se durcir à l'avenir. Ligotée économiquement, tributaire militairement de la "*bienveillance*" de ses oppresseurs, les conditions de sa vassalisation sont plus que jamais réunies, d'autant plus que le discours servi est imparable: ils sont là pour aider à combattre un ennemi qui surpasse les capacités de ses forces de défense. Le désarroi des autorités nigérianes face au déferlement de violence de Boko Haram, ressemble à s'y méprendre à celui s'étant emparé des autorités maliennes, à la diffusion de rumeurs concernant l'arrivée d'une colonne de pick-up remplis de barbus sur Bamako. Il n'y a pas ou peu de rapport

entre ce qui se passe au Mali et au Nigeria, les terroristes maliens et nigériens ayant un background et une idéologie différents.

Ce qui les rapproche est leur appartenance à la nébuleuse de l'internationale djihadiste, artificiellement créée et bien souvent (directement ou indirectement) matériellement aidée par ceux-là même qui viennent « *aider* » à les traquer.

Le retour à la domination et à une présence militaire occidentale décomplexée sur le sol africain est plus que préoccupante.

Embarquée dans une guerre qui se prolongera à l'infini et dont les résultats risquent d'être dévastateurs pour la cohésion des États (l'Irak, la Libye, la Syrie en sont des exemples dramatiques), le Mali se voit imposer une présence militaire allogène, qui menace de fait sa souveraineté et celle de la sous-région.

De plus, il est donc pris pour des ceux qui militent pour la souveraineté de l'Afrique, dans toute ses dimensions, quelles soient géographique, politique ou économique. Il ne peut y avoir de politique consciente plaidant pour l'obtention de cette dernière, pouvant faire l'impasse sur la question de l'emploi stratégique de la violence légitime.

Certains tabous, hérités d'une conception de rapports à l'avantage unique et concourant à la préservation des intérêts de l'agresseur, doivent être brisés et remplacés.

A la place, doit être développée et mise en pratique une vision objective et rationnelle du monde, saisissant tant sa complexité que l'inéluctabilité d'une violence présidant majoritairement aux rapports entre pays et aux dynamiques économiques.

Ahouansou Séyivé